L'homicide sans les femmes : le féminicide, enjeux notionnels et enjeux sociétaux

Laura Broccardo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/elh/2904>

DOI : 10.4000/elh.2904

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2021

Pagination : 181-184

ISBN : 978-2-271-13843-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Laura Broccardo, « L'homicide sans les femmes : le féminicide, enjeux notionnels et enjeux sociétaux », *Écrire l'histoire* [En ligne], 20-21 | 2021, mis en ligne le 01 septembre 2021, consulté le 05 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/elh/2904> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.2904>

Ce document a été généré automatiquement le 5 décembre 2022.

Tous droits réservés

L'homicide sans les femmes : le féminicide, enjeux notionnels et enjeux sociétaux

Laura Broccardo

RÉFÉRENCE

On tue une femme. Le féminicide, histoire et actualités, Lydie Bodiou, Frédéric Chauvaud, Ludovic Gaussot, Marie-José Grihom, Laurie Laufer, Beatriz Santos, Paris, Hermann, coll. Psychanalyse en questions, 2019, 460 p.

- 1 L'ouvrage collectif *On tue une femme* est issu du colloque international « Le féminicide » qui s'est tenu à Paris le 26 janvier 2017 et à Poitiers le 28 septembre 2017. La riche introduction de Lydie Bodiou (qui a notamment dirigé *Le Corps en lambeaux : violences sexuelles et sexuées faites aux femmes*, PUR, 2016) et de Frédéric Chauvaud (*Histoire de la haine. Une passion funeste 1830-1930*, PUR, 2014) opère un premier travail définitionnel, qui passe par la mise en lumière de la complexité des réalités que recouvre le terme. Le féminicide, défini comme la mise à mort d'une femme « parce qu'elle est une femme », peut désigner des cas très fortement médiatisés, tels la tuerie de l'École polytechnique de Montréal en 1989 et l'attentat de Toronto en 2018, comme des phénomènes au long cours qui passent sous les radars médiatiques, à l'instar des « filles manquantes » en Asie, ces filles et ces femmes qu'on ne laisse pas naître ou pas vivre, estimées à ce jour à environ 65 millions sur le continent (p. 17).
- 2 L'approche diachronique adoptée dans l'introduction met également en évidence la pérennité des féminicides dans l'histoire. La mise à mort des femmes dans la Grèce antique, qu'il s'agisse des « filles exposées » au bord du chemin, des mortes en couches ou des vierges sacrifiées aux dieux, ou encore les « tueurs de femmes » en France au XIX^e siècle, confirment la permanence de la disqualification du sexe féminin et de l'élimination des femmes à travers les siècles. Mais le cas français témoigne aussi du

refus de voir d'une société qui, dans sa sacralisation de la famille et du *pater familias*, procède à une occultation systématique à la fois du sexe des victimes – pour mieux se concentrer sur la monstruosité fascinante des coupables – et de la domination masculine. Au XIX^e siècle, la violence de genre semble impensable comme telle.

- 3 Or que dire de la survivance aujourd'hui des dénominations héritées de ce siècle, telles que « drames familiaux » et « crimes passionnels », qui dissimulent, derrière le fait divers, la violence spécifique exercée à l'encontre des femmes ? S'il peine à s'imposer dans l'opinion, le terme de féminicide a le mérite de rendre visible la réalité de la violence qu'il nomme : « Des femmes sont tuées pour ce qu'elles sont et pour ce qu'elles représentent » (p. 53). En faisant exister cette violence dans l'espace public, il contribue à la politiser et à remettre en question la hiérarchisation sociale des genres qui la sous-tend. Aussi l'introduction pose-t-elle clairement le double enjeu qui est celui de la nomination du féminicide : il s'agit à la fois de rendre visible le phénomène et de faire évoluer les législations, nationale et internationale. À ce jour, le féminicide est reconnu comme crime à part entière dans le Code pénal de (seulement) onze pays d'Amérique latine, le sous-continent étant pionnier dans la reconnaissance de ce type de violences.
- 4 L'ouvrage, dont il faut saluer la diversité des approches disciplinaires, se compose de trois grandes parties. La première, intitulée « Sur la scène internationale », met en avant le caractère systémique des violences faites aux femmes. La deuxième partie, « Le féminicide en question », pose la question de l'intérêt juridique de la notion. La troisième consacrée à « La famille, le couple et la place du genre » interroge, quant à elle, l'articulation entre logique individuelle et logique collective dans le féminicide, sous l'angle psychanalytique. La première partie propose un panorama mondial des formes de violence à l'encontre des femmes, qui va des violences sexistes et conjugales aux crimes de masse, notamment de femmes autochtones au Mexique et au Guatemala. Ce faisant, elle met en lumière un premier paradoxe : la diffusion à grande échelle du terme « féminicide », pourtant nécessaire à la reconnaissance de ce type de crimes, peut entraîner son appauvrissement sémantique et sa dépolitisation. Adelina Miranda rend ainsi compte de la lecture réductrice de la notion qui s'est imposée en Italie, avec le soutien de l'Église et des médias. Renvoyant aux seuls dysfonctionnements du couple hétérosexuel au moment de la séparation, le féminicide fonctionne alors comme un « mot écran », qui conforte la norme familiale dominante. Myriam Hernández Orellana montre comment, au Chili, l'entrée du terme dans le discours institutionnel à partir de 2007 a fait du féminicide une « formule », ce qui a favorisé sa circulation dans la presse, les médias et son intégration dans le vocabulaire courant, mais a également contribué à affadir le sens du terme, à « lisser » sa conflictualité intrinsèque.
- 5 Outre les dangers de la récupération politique et médiatique du mot, plusieurs articles réfléchissent aux résistances institutionnelles qui sont opposées à la reconnaissance du féminicide comme crime de genre. Emmanuelle Walter éclaire le retard du Canada dans la prise en considération des meurtres de femmes autochtones, à la lumière de l'histoire coloniale du pays. Le phénomène n'a acquis une visibilité que dans les années 2010. Jean-Christophe Rampal d'une part, Jules Falquet d'autre part, ainsi que Cathy Fourez dans la deuxième partie de l'ouvrage, s'intéressent au cas extrême de la ville frontalière mexicaine de Ciudad Juárez, emblème mondial du féminicide. L'approche de J. Falquet inscrit, plus particulièrement, cette violence dans la réorganisation néolibérale de la société : l'assassinat systémique de travailleuses hyperexploitées a eu pour double « bénéfice » de faire baisser le coût du travail et d'instaurer un état de

sidération et de tétanie dans la population. Cette « logique de contrôle social et politique par le feu et le sang », largement cautionnée par les autorités mexicaines, doit être considérée comme « un élément clé de l'imposition du modèle néolibéral » (p. 138).

- 6 Ce premier ensemble d'articles éclaire avec force l'ambivalence des différents acteurs sociaux sur la question des féminicides, qu'il s'agisse de la police, de la justice, des pouvoirs publics ou encore des médias. À cet égard, on peut évoquer ici la réflexion de Marylène Lapalus (dans la deuxième partie), qui propose d'intégrer la notion d'impunité dans la définition même du féminicide. Ce travail de redéfinition, en « renfor[çant] le potentiel critique du concept » (p. 282), permettrait de poser de façon systématique la question de la tolérance spécifique de ces crimes et d'une responsabilité indirecte de l'État. À l'aune de l'impunité, les États européens, parmi lesquels la France, ne découvriraient-ils pas leur propre déni en la matière ?
- 7 La deuxième partie de l'ouvrage met « le féminicide en question » sous l'angle juridique cette fois, en interrogeant le lien entre les mœurs d'une société et son système judiciaire. Si le féminicide bouscule le droit pénal, l'approche juridique confronte en retour la notion à un certain nombre de questions, d'ordre définitionnel d'abord : tout meurtre de femme est-il un féminicide ? D'ordre pénal ensuite : faut-il introduire le féminicide dans le droit pénal ? Si oui, est-il nécessaire de créer une incrimination spécifique ou la circonstance aggravante suffit-elle ? En France, le féminicide constitue depuis 2017 une « circonstance aggravante générale ». Laurence Leturmy d'une part, Amélie Bescont et Taiana Marcon d'autre part, Alexia Delbreil enfin, s'interrogent sur le bien-fondé et les enjeux de sa pénalisation. Différents arguments sont avancés pour expliquer les « réticences du législateur » (p. 210) en la matière, notamment la cohérence du Code, qui a abandonné la nomination des peines en fonction des victimes (depuis 1994, « parricide » et « infanticide » ont été effacés du Code pénal), la « neutralité » ou l'universalisme du droit français, enfin, le danger d'une essentialisation des femmes comme victimes. Fabrice Vigier et Nicolas Picard, dont les contributions sont consacrées respectivement aux « homicides de femmes » dans le Poitou du XVIII^e siècle et aux « maris assassins » condamnés à mort en France dans l'entre-deux-guerres, apportent quant à eux un éclairage historique sur le traitement réservé aux assassinats de femmes.
- 8 Si le féminicide ne va pas de soi comme catégorie du droit pénal, on peut toutefois se demander dans quelle mesure les réserves quant à son utilisation entretiennent l'invisibilisation du phénomène dans nos sociétés. La référence à l'universalisme républicain ne risque-t-elle pas à son tour de faire écran ? En France, où le nombre de femmes tuées reste relativement stable chaque année, la question gagnerait peut-être à être posée du point de vue de l'efficacité : « Mais surtout, quel régime de pénalisation conviendrait finalement le mieux en termes juridiques et politiques, à la lutte contre le féminicide ? » (A. Bescont et T. Marcon, p. 210) On peut rappeler à cet égard les mots de Beatriz Santos :

La désignation par le nom féminicide n'a pas l'intention d'affirmer une plus grande gravité des meurtres dont la cause serait liée au genre de la victime, ni d'en exiger une punition plus sévère pour ses auteurs. [...] Le mot féminicide attire l'attention vers la qualité du problème, et non pas vers son importance absolue. (p. 69)
- 9 La troisième partie se propose d'éclairer « l'enchevêtrement de l'individuel et du collectif » à l'œuvre dans les féminicides et de « lier la clinique du sujet et la dimension socio-politique » (H. Abdelouahed, p. 357). Dans une perspective psychanalytique, Houria Abdelouahed, Amélie Gallois et Jean-Baptiste Marchand mettent au jour la haine

(au sens freudien du terme) qui présiderait aux féminicides, à savoir la manifestation d'un refus du féminin comme altérité et d'un désir d'emprise sur l'objet. J.-B. Marchand peut en conclure que ce type de crimes relève d'un « trouble dans le genre », au sens où il questionne « le rapport du sujet à son genre [...] et au genre de l'autre » (p. 399). Marie-José Grihom approfondit la question en étudiant les scénarios fantasmatiques qui sous-tendent la mise à mort d'une femme. Elle remonte à un fantasme premier, « un enfant est battu », souvent à l'œuvre dans les violences entre conjoints, qui s'articule à un second fantasme, « on tue une femme ou une femme est tuée », sur lequel repose un refus du féminin partagé par l'homme et par la femme, entraînant chez celui-ci un désir de destruction et chez celle-ci une passivation. M.-J. Grihom met ainsi au jour une certaine communauté d'expériences psychiques dans les couples présentant un risque de féminicide. Enfin, poursuivant la réflexion critique amorcée par H. Abdelouahed à l'égard de la psychanalyse, qui reste tributaire d'une « logique phallique » (p. 355) prétendument anhistorique, Thamy Ayouch invite à historiciser le système des genres et à repenser l'universalisme psychanalytique, en réalité situé « à la faveur d'un point de vue majoritaire » (p. 443), masculin, hétérocentré, blanc et européen. En cela, le féminicide conduit toute discipline, psychanalyse comprise, à passer au crible ses présupposés et ses propres impensés.

- 10 En somme, le glissement du titre initial du colloque « Féminicide » au titre définitif *On tue une femme*, en plaçant l'ouvrage sous l'égide de la psychanalyse, marque la volonté de souligner l'opacité d'un phénomène qui travaille nos sociétés à tous les niveaux (qui tue une femme et pourquoi ?). Il attire ainsi l'attention sur ce « mot manquant », selon l'expression de Laurie Laufer (p. 319), que nos sociétés peinent à reconnaître, tant il implique une remise en question profonde de nos modes de fonctionnement. Amélie Gallois s'interroge :

Mal nommer le féminicide, c'est en rajouter à un anéantissement qui a déjà eu lieu.
Mal nommer le féminicide, c'est occulter un rapport sexuel inégal. Mal nommer le féminicide, à qui cela sert-il finalement ? (p. 385)

- 11 L'ouvrage défend en cela fermement, à l'exception peut-être des juristes, plus réservés, la reconnaissance et l'utilisation du terme, et se veut une contribution, à la fois théorique et militante, dans la lutte pour la défense de la vie et des droits des femmes.

AUTEURS

LAURA BROCCARDO

Laura Broccardo, professeure agrégée de lettres modernes et docteure en lettres, enseigne actuellement au lycée. Elle a soutenu en 2019 une thèse de doctorat intitulée : *Défaire l'histoire, refaire l'Histoire : l'écriture des possibles dans l'œuvre de Germaine de Staël (1785-1818)*, sous la direction de Florence Lotterie à l'université de Paris (ex-Diderot). Ses recherches portent sur la période du tournant des Lumières (1780-1820) et s'intéressent à la question de l'écriture de l'histoire et des combats politiques de femmes.